

Loi sécurité globale : ?les députés d'ici à l'image du pouvoir macroniste

En l'absence d'élus PCF ou PS, Muriel Ressiguier est la seule députée (FI) de la région à voter contre une loi « liberticide ». Seuls deux autres parlementaires locaux ?se sont abstenus.

hérault / gard

En l'absence d'élus PCF ou PS, Muriel Ressiguier est la seule députée (FI) de la région à voter contre une loi « liberticide ». Seuls deux autres parlementaires locaux ?se sont abstenus.

Les suffrages favorables des députés d'extrême droite Emmanuelle Ménard et Nicolas Meizonnet étaient prévisibles. Une loi sécuritaire qui restreint les libertés individuelles, porte un coup au contrôle citoyen des forces de l'ordre et ouvre la voie au fichage des manifestants, le RN en rêvait, Macron l'a fait.

En revanche, suite aux multiples défections héraultaises et gardoises encaissées par le groupe LREM à l'Assemblée, on pouvait s'attendre à des prises de position différentes sur un texte de société majeur.

Il n'en a rien été. Seuls Philippe Berta (Modem) et Patrick Vignal (LREM) se sont abstenus. Tous les autres députés héraultais et gardois proches du pouvoir, marcheurs fidèles ou macronistes frondeurs, ont voté, mardi 24 novembre, pour la proposition de loi dite « sécurité globale ». Jean-François Eliaou (LREM) a même donné sa voix « sans retenue » en faveur d'un dispositif « longuement réfléchi ». Pour le député héraultais, « l'insécurité grandissante » et la protection des policiers de la « haine » et du « harcèlement » dont certains sont victimes sur Internet justifie les moyens. Quant aux éventuels abus que la loi laisse

craindre, M. Eliaou tempère. « Il y a des RG dans les manifs, qui pourraient déjà ficher s'ils voulaient. » Il n'est pas plus inquiet pour la liberté d'informer. « Si un policier demande à un journaliste d'arrêter de filmer, ce sera un abus de pouvoir. » Et donc aux tribunaux de trancher une situation ordinaire.

Dans le Gard, la députée LREM Françoise Dumas partage le même avis. « Il faut donner les outils judiciaires contre ceux qui prennent en chasse les policiers. » Et puis, « les images ne peuvent être conservées, ce droit est encadré », insiste la députée. L'ancienne socialiste a une conception droitiste de « tout ce qui peut améliorer la sécurité ». Les drones ? « Il y a un risque terroriste. On serait le seul pays à ne rien faire pour protéger la population ? »

Du côté du groupe de droite Agir ensemble, Christophe Euzet n'est « pas un aficionado » de l'arsenal répressif. Son vote favorable vise, dit-il, à combler un flou juridique sur l'utilisation des drones ou des images vidéo. « Je préfère que ce soit encadré, rien ne me semble disproportionné », estime le député de l'Hérault. L'extension des pouvoirs des agents de sécurité privée ? « Ça existe déjà ! C'est mieux que ce ne soit pas anarchique ». Si le texte est contraire à la Constitution, « le Conseil constitutionnel se chargera de l'annuler », assure M. Euzet qui n'oublie pas le « contrôle juridictionnel européen et international (ONU) ». Son homologue gardoise du groupe Agir

a « quelques réserves » sur une loi qui « met le feu aux poudres » en pleine crise sanitaire. Mais Annie Chapelier l'a elle aussi adoptée par soutien aux forces de l'ordre. « Je me refuse de les résumer aux violences policières. Ceux qui pâtissent le plus des violences, ce sont les gendarmes et les policiers qui se font agresser. » La députée du Gard regrette juste l'absence d'un volet formation.

Il n'y a donc que Muriel Ressiguier qui condamne un texte dont les dangers seront dénoncés samedi 28 (lire l'encadré). « Ce texte constitue un risque d'une surveillance de masse inquiétante. Avec sa doctrine confrontationnelle, il va à l'encontre de ce qu'il faudrait pour restaurer la confiance entre la police et la population. » La députée Insoumise de l'Hérault n'est pas opposée à l'idée de donner plus de moyens aux forces de l'ordre « si c'est pour protéger la population, pas pour plus de répression ni menacer les libertés individuelles ». Or, même le droit d'informer est attaqué. « Les journalistes diffuseront à leurs risques et périls. » Les caméras piétons permettent la reconnaissance « au faciès », de quoi monter un « gros fichier ». « La politique macroniste met les gens à genoux. C'est une façon de se donner les outils face à la révolte sociale qui couve. » Sans parler des transferts de compétences de la police nationale aux municipaux. Ce qui devrait ravir des élus comme Ménard à l'idée de voir leurs policiers jouer les cow-boys.

Rémy Cougnenc

Loi sécurité globale : les députés d'ici à l'image du pouvoir macroniste ■



1 500 personnes ont défilé samedi 21 novembre à Montpellier contre la loi « sécurité globale ». PHOTO hugo tortel

1 500 personnes ont défilé samedi 21 novembre à Montpellier contre la loi « sécurité globale ». PHOTO hugo tortel

1 500 personnes ont défilé samedi 21 novembre à Montpellier contre la loi « sécurité globale ». PHOTO hugo tortel

par Remy Cougnenc